

lors de la préparation d'un programme global de développement de la région atlantique. A ce propos, le ministre enjoindra-t-il maintenant à l'Office de recourir plus souvent au CEPA, surtout au cours des deux prochains mois, pour élaborer un programme global qui sera utile à cette région?

**L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** L'Office d'expansion économique de la région atlantique envisage la préparation d'un programme global de développement pour les provinces atlantiques. A cet égard, les études préliminaires se sont bornées à des secteurs de l'économie comme, par exemple, la sylviculture et l'agriculture. Les rapports concernant ces domaines seront étudiés lors de la prochaine réunion de l'Office, et par suite de ces discussions, il sera possible de mettre au point un programme de développement global pour les provinces atlantiques.

**M. MacDonald:** Puis-je poser une question supplémentaire? Comme le CEPA a plus de dix ans d'expérience, le ministre pourrait-il nous dire pourquoi l'on n'a pas encore recouru à cet organisme si important pour préparer ce programme?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Burnaby-Coquitlam.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** J'ai une question supplémentaire. Comme le rapport du Conseil économique des provinces de l'Atlantique, auquel je me suis reporté l'autre jour, signale qu'une grande confusion et un manque de coordination règnent parmi les divers organismes fédéraux et provinciaux intéressés à l'expansion économique de la région atlantique, le ministre a-t-il songé à convoquer ces organismes à une conférence, afin d'éviter une répétition de ce qui s'est produit en Nouvelle-Écosse, selon le Conseil, alors que la province s'est vue remettre trois plans différents plutôt qu'un seul?

**L'hon. M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas d'emblée les remarques du Conseil au sujet de l'absence de coordination entre les organismes qui s'occupent d'expansion économique. Il est vrai que nous avons établi, ces dernières années, un bon nombre de programmes et d'organismes à cette fin, parmi lesquels un certain esprit de coordination doit sûrement régner. Nous ferons bon accueil à toute observation du Conseil, qui tend à améliorer la situation.

[M. MacDonald.]

## LA PÊCHE

### L'ÉTABLISSEMENT D'UN OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Ed. Schreyer (Springfield):** Le ministre des Pêcheries nous dirait-il si, après réflexion, le gouvernement se propose d'établir sans tarder un Office de commercialisation du poisson d'eau douce, comme le recommande la Commission McIvor?

**L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries):** Je suis déçu de voir que mon honorable ami ignore que cette question relève du ministre du Commerce.

**M. Schreyer:** Puis-je poser la question au ministre intéressé? Vu les instances faites à ce sujet, le ministre nous dira-t-il si le gouvernement a dressé un plan d'action pour l'avenir immédiat?

**L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce):** Nous attendons toujours la réaction de plusieurs organismes et d'une ou deux provinces, et nous n'avons pas encore dressé de plan d'action.

## LES TRANSPORTS

### L'AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE DE CHEMIN DE FER SUR LA CHAUSSÉE DE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. David MacDonald (Prince):** Ma question s'adresse au ministre des Travaux publics. Étant donné que le colonel Edward Churchill a dit, hier à Charlottetown, qu'on a maintenant décidé d'ajouter une voie de chemin de fer aux plans de la chaussée de l'Île du Prince-Édouard, le ministre peut-il assurer à la Chambre que son ministère a effectivement pris cette décision?

**L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics):** Je ferai remarquer à l'honorable député que rien dans le texte ni dans le compte rendu de son discours n'indique que le colonel Churchill aurait dit qu'on a pris la décision d'aménager une voie de chemin de fer sur la chaussée.

● (3.10 p.m.)

## LES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides, sous la présidence de M. Batten.

### MAIN-D'ŒUVRE ET IMMIGRATION

Administration centrale—

1. Administration, fonctionnement et entretien, \$4,206,600.